



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

Grenoble, le 02/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GACHET SA

30 montée du Cordier
38260 CHAMPIER

Références : 2022-Is091SS
Code AIOT : 0006101020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement GACHET SA implanté CUSILLIERE 38440 ST JEAN DE BOURNAY. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GACHET SA
- CUSILLIERE 38440 ST JEAN DE BOURNAY
- Code AIOT : 0006101020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière exploitée par la société Gachet à Saint Jean de Bournay est de taille modeste. Elle est utilisée par la société Gachet de manière épisodique en fonction des chantiers de travaux publics réalisés par cette société à proximité de Saint de Bournay.

Les matériaux ne font pas l'objet d'un traitement particulier. Il s'agit d'un tout-venant fluvio-glaciaire. La production reste faible.

Cette carrière fait l'objet d'un remblayage uniquement avec des matériaux inertes issus des chantiers de la société Gachet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

plan de gestion des déchets inertes – méthode d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
0	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/12/2018, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.3 et 8.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clotures et barrières	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 5	/	Sans objet
3	registre et plans	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation épisodique de cette carrière ne présente pas de non-conformités majeures. L'exploitant doit veiller à mettre en place un troisième piézomètre destiné à surveiller la qualité des eaux souterraines, effectuer les analyses requises même si l'extraction est faible et mettre à jour le plan de gestion des déchets inertes et le transmettre à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant réactualisé des garanties financières pour les deux phases quinquennales est le suivant : phase 2 (2017-2022) : 35 632,82 € TTC phase 3 (2022-2027) : 31 817,80 € TTC
Constats : La garantie financière en cours de validité ne correspond pas au montant révisé par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2018. Néanmoins elle est supérieure à ce montant et valide jusqu'au 8 octobre 2022. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de renouveler les garanties financières avant l'échéance de la garantie en cours sur la base des montants précisés par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2018
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 1 : Clotures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 5
Thème(s) : Situation administrative, clotures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent, sur le pourtour de la zone d'extraction et le danger sera signalé par des pancartes. L'entrée de la carrière sera matérialisé par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Le site est clôturé (cotés Sud et Ouest) ou protégé par les merlons de terre végétale (coté Nord et contigu au site de la société Guillaud TP en partie Est). L'entrée est fermée par un double câble. Elle n'est pas utilisée car l'accès se fait par la carrière de la société Guillaud TP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.3 et 8.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 390 m, pour une épaisseur d'extraction maximale de 13 m et à un mètre au-dessus des plus hautes eaux décennales de la nappe phréatique dont le niveau sera contrôlé par piézomètres (2 piézomètres – aval et amont). Il sera effectué une analyse de type C3 et une analyse semestrielle de type C4a. Un relevé piézométrique sera réalisé à chaque prélèvement. L'exploitant installera autour de la carrière un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de 2 piézomètres en aval. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : la DCO, les MES, les hydrocarbures, les sulfates et le fer total.
Constats : Au regard du plan d'exploitation la cote fond de fouille apparait à 391,5 mNGF, ce qui est conforme à l'autorisation. L'exploitant déclare que 2 piézomètres sont mis en place (un amont et un aval) . Il manque un

deuxième en aval.
<p>La société Gachet utilise deux piezo (PZ3 et PZ4) de la société Guillaud TP comme piézomètres aval. Toutefois il n'y a pas de piézomètres pouvant être considéré comme un piézomètre amont. En effet le piézomètre n°1 de la société Gachet est situé en latéral aval et il est en assec de façon permanente au vu des relevés piézométriques.</p> <p>Les analyses présentées sont celles effectuées par la société Guillaud TP.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la surveillance doit être exercée sur 3 piézomètres (un amont et deux aval).</p> <p>Dans ce contexte un piezomètre situé en amont doit être implanté sur le site. Ce piezomètre permettra de suivre la qualité des eaux situées en amont mais aussi le niveau de la nappe phréatique afin de respecter l'épaisseur non extraite de 1 mètre par rapport aux plus hautes eaux en situation décennale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il sera établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Le dernier plan d'exploitation a été mis à jour le 30 janvier 2022.</p> <p>Il comporte les éléments requis par l'article 7.6.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire figurer les bornes de délimitation des limites de l'autorisation sur le plan ainsi que les surfaces S1, S2 et S3 correspondant au phasage établi pour la détermination des garanties financières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans</p>
<p>Constats : Le plan de gestion des déchets inertes n'a pas été établi par l'exploitant pour ce site.</p> <p>Bien que le site soit de taille très modeste et que son exploitation ne génère pas ou peu de déchets inertes, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il s'agit d'un document réglementaire requis par l'arrêté ministériel relatif aux carrières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois